

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET
DE RÉINTÉGRATION

NDDRC



CNDDR

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°010/MO/AONO/CIPM/2026 du 03/07/2026
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
AU SIEGE DU COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION (CNDDR)

Financement : BIP- CNDDR 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

En vue de l'amélioration des conditions de travail des personnels du Siège, le Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition du matériel informatique au Siège du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR).

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture du matériel informatique suivant :

- Ordinateur portable ;
- Ordinateur all in one ;
- Onduleur ;
- Imprimante ;
- Vidéoprojecteur ;
- Ecran de projection pour vidéoprojecteur avec trépied.

3. Délais prévisionnels et lieu de livraison

La prestation, objet du présent Appel d'Offres, devra être exécutée dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations. La livraison se fera au Siège du CNDDR à Yaoundé, sis au quartier Golf.

4. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un seul lot.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quarante-cinq millions

(45 000 000) francs CFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute entreprise de droit Camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine de la fourniture des équipements, peu importe la nature.

7. Financement

La prestation objet du présent appel d'offres est financée par le budget d'investissement du CNDDR de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60-48-472-01-25000001-1090-524211.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *la présentation des offres*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure sur la pièce 14 du DAO et le montant s'élève à Quatre cent cinquante mille (450.000) FCFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté dans les services du Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR, au premier étage, dès publication du présent avis dans un journal public, sur le site de l'ARMP ou par affichage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu dans les services du Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR sis au quartier Golf à Yaoundé, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme de soixante Mille (60 000) francs CFA non remboursable et représentant les frais d'achat du DAO, payable au Compte d'Affectation Spécial (CAS) ARMP N° 335 988 ouvert auprès de la BICEC du Cameroun.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en anglais ou en français et produite en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, devra parvenir dans les services du Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR, au plus tard le 29/07/2026 à 10 heures précises et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°010/MO/AONO/CIPM/2026 du 03/07/2026
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
AU SIEGE DU COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION (CNDDR)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront déclarés irrecevables :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Par ailleurs, toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, techniques et financières aura lieu le 29/07/2026 à 11 heures précises par la Commission interne de Passation des Marchés du CNDDR, sis au siège à Yaoundé, Quartier Golf.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour

produire ou remplacer ladite pièce.

Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqués dans le RPAO, entrainera le rejet de l'Offre.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- 1) Absence du cautionnement de soumission ;
- 2) Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- 3) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- 4) Non-respect de quatre (04) critères essentiels sur sept (07) ;
- 5) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 7) Absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- 8) CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;
- 9) Absence du dépôt du récépissé de la Caisse de Dépôt et de consignation (CDEC).

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- 1) La présentation de l'offre ;
- 2) Les références du soumissionnaire ;
- 3) le service après-vente ;
- 4) la capacité financière supérieure ou égale à vingt-cinq millions (25 000 000) l'francs CFA ;
- 5) le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- 6) les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques paraphés et signés à la dernière page) ;
- 7) le délai de garantie.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, BP : Yaoundé, Téléphone : 698 04 74 26.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

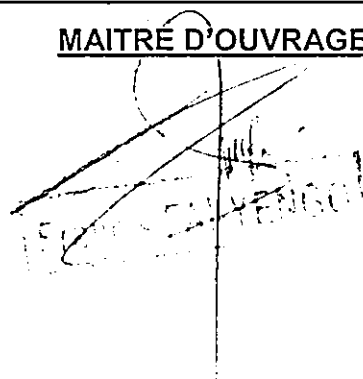
Yaoundé, 03 JUL 2026

Le Coordonnateur National du CNDDR,

MAITRE D'OUVRAGE

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM du CNDDR ;
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.

A handwritten signature is written over a rectangular stamp. The stamp contains the text "RECEVU" and "03 JUL 2026".A small handwritten mark, possibly a signature or initials, located at the bottom right corner of the page.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET
DE RÉINTÉGRATION

NDDRC



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

**NOTICE OF NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS
N°010/MO/AONO/CIPM/2026 OF 03/07/2026
FOR ACQUISITION OF COMPUTER HARDWARE
FOR HEADQUARTERS OF NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION COMMITTEE (NDDRC)**

Financing : BIP- CNDDR 2026

1. Subject of the invitation to tender

The *Project Owner or Delegated Project Owner* launches a consultation for acquisition of computer hardware for Headquarters of National Disarmament Demobilization and Reintegration Committee (NDDRC).

2. Nature of services

The services covered by this consultation include the provision of computer hardware following :

- Laptop ;
- All in one computer ;
- Inverter ;
- Printer ;
- Video projector ;
- Projection screen for video projector with tripod.

3. Provisional deadline and place of delivery

The service, which is the subject of this Call for Tenders, must be performed within ninety (90) days from the notification of the service order prescribing the start of the supply relating thereto to the supplier. Delivery will be made to the Headquarters of NDDRC.

The maximum period provided by the Contracting Authority for the delivery of the services covered by this call for tenders is ninety (90) days to be delivered to Headquarters of NDDRC, at Yaounde, sis neighborhood Golf. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

4. Tranches /Allotment

This call for tenders includes a single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **Forty-five million (45,000,000) CFA francs** including VAT.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to any company under Cameroonian law with proven experience in the field of equipment supplies, regardless of nature.

7. Financing

The services subject to this call for tenders are financed by the CNDDR's investment budget for the 2026 financial year on budget allocation line No 60-48-472-01-25000001-1090-524211.

8. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is presentation of offers.

9. Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a tender bond, paid by hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which amounts to **Four hundred and fifty thousand (450,000) CFA Francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer. A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing. The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.

10. Consultation of tender file

The physical file can be consulted in the MO services during working hours at the CNDDR's department of administrative and financial affairs as soon as this request for quotation is published.

11. Acquisition of tender file

The tender documents can be obtained from the CNDDR Procurement Department of administrative and financial affairs located in the Golf district in Yaounde, as soon as

this notice is published, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase costs of sixty thousand (60,000) CFA francs payable to the Special Purpose Account (CAS) ARMP N° 335 988 opened with the BICEC of Cameroon.

12. Submission of bids

Each tender is written in English or French and produced in seven (07) copies, of which one (01) original and six (06) copies, must reach the procurement department, no later than 29/07/2026 at 10 a.m. sharp and must bear the mention:

**NOTICE OF NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS
N°010/MO/AONO/CIPM/2026 OF 03/07/2026
FOR ACQUISITION OF COMMUNICATION EQUIPMENT
FOR HEADQUARTERS OF NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION COMMITTEE (NDDRC)**

To be opened only in an examination session

The offers received after the deadline for submission will be deemed inadmissible.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be valid on the original deadline for the submission of bids or have been established after the date of signature of the tender notice. In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened, a period of forty-eight hours is granted to the tenderers concerned to produce or replace the document in question. Failure to comply with the number of copies indicated in the OSPN will result in the rejection of the Offer.

13. Admissibility of bids

Administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in different separate sealed envelopes and submitted in sealed envelope.

The following shall be inadmissible by the Project Owner;

- Bids revealing the identity of the bidders;
- Bids submitted after the deadline for submission;
- Bids without indications on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method;
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the tender file shall

be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-category body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the outright rejection of the tender without any other procedure. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, immediately the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in one phase.

In any case, the opening of the administrative documents technical, and financial offers the opening is in a single-phase than 29/07/2026 at 11 a.m. sharp by the Project Owner or the Delegated Project.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be valid at the original date limit of bid submission or must have been produced after the date of signature of the tender notice.

In case of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session, a period of 48 hours shall be granted to the bidders concerned to produce or replace the document in question.

Failure to comply with the required number of copies as indicated in the Special Regulations shall result in the bid being rejected.

15. Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types

15.1 Eliminary criteria

these criteria results in the bidder's offer being rejected.

These include:

Failure to comply with these criteria results in the bidder's offer being rejected

These include:

- 1) Absence of the bid bond;
- 2) Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (except bid bond);
- 3) False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- 4) Failure to comply with 4 essential criteria referring to a threshold of technical bid qualification) out of 7
- 5) Failure to provide a sworn statement that no service has been abandoned in the last three years;
- 6) Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- 7) Absence of brochures, catalogs, drawings or technical data sheets produced by the manufacturer;
- 8) CCAP initialed on each page and signed with the words "read and approved";
- 9) Absence of the receipt of the Deposit and Consignment fund (CDEC).

15.2. Essential criteria

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified. The essential criteria for qualifying candidates shall include, for example, the following:

- 1) Presentation of the offer;
- 2) Bidder's references;
- 3) After-sales service ;
- 4) Delivery schedule (planning and calendar for ancillary services execution);
- 5) Financial capacity greater than or equal to twenty-five million CFA francs;
- 6) Proof of having accepted the terms and conditions of the contract (the Special Administrative Conditions (SACs) and Technical Specifications initialed on each page and the last page signed;
- 7) Warranty deadline.

16. Award

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid or to the bidder who presented an offer evaluated as the best offer in case of restricted invitation to tender.

17. Period of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for *90 days* from the initial deadline set

for the submission of bids.

18. Further information

Additional information can be obtained during the hours of the Department of administrative and financial affairs of the CNDDR, located at the headquarters of the said Committee in Yaoundé, Golf District, BP: Yaoundé, Telephone: 698 04 74 26.

19. Fight against corruption and malpractices

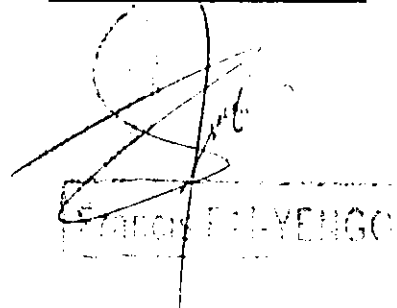
To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 03 JUL 2026

The National Coordinator of the NDDRC,
Contracting Authority

Copies :

- Authority in charge of Pubic Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Project Owner;
- Chairperson of TB concerned;
- Chairpersons of CCCB, as appropriate;
- Notice board/file.



The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be 'F. YENGO'. Below the signature is a rectangular official stamp with the text 'F. YENGO' inside. The signature and stamp are positioned over the title 'Contracting Authority'.